

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



DISPARITIONS

LE CINÉMA ET LE ROCK FRANÇAIS EN DEUIL DE JEAN-PIERRE MARIELLE ET DICK RIVERS PAGES 34 ET 40

LE FIGARO LITTÉRAIRE

LES VAMPIRES, DE LA « PLÉIADE » AUX MANGAS NOTRE SUPPLÉMENT

Plus de 5 000 églises sont menacées de délabrement

À travers le pays, des milliers d'édifices religieux sont vétustes, voire en péril. Paroissiens et diocèses espèrent bénéficier de l'élan de générosité causé par l'incendie de Notre-Dame.

Alors que les donateurs affluent pour participer à la restauration de Notre-Dame de Paris, de nombreuses églises moins connues se dégradent sans bruit. L'Observatoire du patrimoine religieux (OPR) recense 500 édifices religieux en péril - dont 14 à Paris - et plus de 5 000 sites délabrés. Si l'État est propriétaire des

87 cathédrales - dont certaines sont mal en point -, ce sont les communes qui sont chargées d'entretenir les églises construites avant 1905.

« La charge financière que cette responsabilité fait peser sur les communes paraît bien lourde, souligne Édouard de Lamaze, président de l'OPR. Faute de pouvoir les entretenir

correctement, mairies et diocèses n'hésitent plus à vendre. » Les fidèles espèrent maintenant un élan du cœur pour ce patrimoine délaissé.

→ À PARIS, UN MANQUE DE MOYENS POUR L'ENTRETIEN DES ÉDIFICES RELIGIEUX → EN ALLEMAGNE, UN IMPÔT ET DES DONS → NOTRE-DAME: L'ÉTAT VEUT S'AFFRANCHIR DES RÉGLEMENTATIONS → DES OUVRIERS ONT RECONNU AVOIR FUMÉ SUR LE CHANTIER DE LA CATHÉDRALE PAGES 2 À 4, 22 ET L'ÉDITORIAL

Il y a cinquante ans, le jour où les Français ont dit non au général de Gaulle

Le 27 avril 1969, une majorité d'électeurs rejetaient le projet de réforme du Sénat et de la décentralisation que leur proposait le fondateur de la V^e République. Un résultat qui entraînera la démission immédiate de Charles de Gaulle. L'anniversaire de cette consultation populaire intervient à l'heure où le principe du référendum est au cœur du débat politique en France. PAGES 20 ET 21



Emmanuel Macron: un rendez-vous crucial avec le pays

La salle des fêtes de l'Élysée sera pleine à craquer, jeudi soir, pour la première conférence de presse du quinquennat. Elle clôturera le grand débat. Le chef de l'État a préparé tout le week-end de Pâques ce rendez-vous. Il a surtout retravaillé sa copie. Car le texte de l'allocation initiale avait fuité dans la presse au lendemain du drame de Notre-Dame et les mesures dévoilées avaient suscité pas mal de remous. Le président aura peut-être à cœur de réajuster son dispositif en fonction de ces réactions. PAGES 6 ET 7

ÉDITORIAL par Étienne de Montety edemontety@lefigaro.fr

Grande pitié

Tout fut spectaculaire dans l'incendie de Notre-Dame de Paris, des dimensions de la charpente en flammes au milliard de dons qui affluèrent dès le lendemain, suscités par l'émotion internationale. Déplaçons notre regard, quittons des yeux la cathédrale de Paris d'où partent tous les chemins de France. Qu'en est-il de la conservation des quelque 42 000 églises et chapelles du pays? Bien sûr, toutes ne sont pas des chefs-d'œuvre d'architecture, dans lesquels les touristes se pressent par millions. Pourtant cinq cents d'entre elles sont menacées, selon l'Observatoire du patrimoine religieux. Et cinq mille en souffrance.

Il y a un siècle, constatant déjà leur piètre état, Maurice Barrès avait lancé une vigoureuse campagne intitulée « La grande pitié des églises de France ». Il s'écriait: « Que l'église s'écroule, où pourrions-nous rejoindre désormais le monde de l'âme? » C'était en 1910. Aujourd'hui, la « grande pitié » est toujours d'actualité.

Face à cette situation, les pouvoirs publics, en charge de leur entretien depuis la loi de 1905 (séparation des Églises et de l'État), tardent, rechignent, diffèrent les travaux de restauration. On déplorera ici ou là l'indifférence de certains élus, mais la principale explication tient dans le manque de ressources.

Le denier de Marianne n'est guère plus florissant que celui de saint Pierre. Les fondations se démènent, les initiatives privées se multiplient, généreuses, insuffisantes; quatre monuments religieux sont dans la prochaine liste

LANKA
s chrétiens
asourdis
interrogent:
'ourquoi nous? »

ATS-UNIS
dernier défi
Joe Biden PAGE 12

BYE
Tripoli,
quiétude monte
e aux soutiens
ernationaux de
alifa Haftar PAGE 14

LINQUANCE
gements
comptes en série
Jantes PAGE 15

DUSTRIE
recette Danone
ur s'adapter à la
volution
mentaire PAGE 26

AILLERIE
rec Clash,
rtier exprime
puissance
son style PAGE 36

- La chronique d'Éric Zemmour
- Le tête à tête de Charles Jaigu
- Les tribunes de Jean-Michel Leniaud et de Jean-Michel Delacomptée
- La chronique de Luc Ferry
- L'analyse d'Eugénie Bastié

FIGARO OUI FIGARO NON

ponses à la question mercredi : s-vous favorable à stauration de la cantine laire à 1 euro pour les nilles défavorisées ?

OUI 38% NON 62%

TOTAL DE VOTANTS : 72829

tez aujourd'hui
r lefigaro.fr
tat doit-il consacrer
de moyens pour

AGUTTES
MAISON DE VENTES AUX ENCHÈRES

1^{ÈRE} MAISON DE VENTES AUX ENCHÈRES FRANÇAISE INDÉPENDANTE
*sans actionnaire extérieur

VENTE EN PRÉPARATION
& GRANDS VINS & SPIRITUEUX

Expertises gratuites & confidentielles
Pierre-Luc Nourry
+33 1 47 45 91 50
nourry@aguttes.com



Une politique volontariste d'entretien régulier rendrait moins nécessaires des grandes opérations de restauration très coûteuses et assurerait un niveau de sécurité de meilleure qualité

PHILIPPE BÉLAÏVAL
PRÉSIDENT DU CENTRE
DES MONUMENTS NATIONAUX (CMN)

➤ Lire aussi PAGE 22

Ces églises qui attendent leur

Infiltrations d'eau, chutes de pierres... En France, 500 édifices religieux sont en pé-

STÉPHANE KOVACS @KovacsSt

C'EST LE BÂTIMENT le plus visité de La Roche-sur-Yon. Chef-d'œuvre néoclassique achevé sous Louis-Philippe, l'église Saint-Louis, qui reçoit 80 000 visiteurs par an, fait actuellement l'objet d'un vaste plan de restauration. Coût total du chantier : 6,5 millions d'euros sur dix ans. Sauf qu'en six mois la souscription lancée par la Fondation du patrimoine n'a recueilli que... 2600 euros. « Ça ne me rend pas jaloux, assure l'abbé Dominique Lubot, curé de ce monument historique. Mais nous aussi, on aimerait bien quelques gros mécènes... » Maire de La Roche-sur-Yon, Luc Bouard « ne désespère pas qu'il y ait bientôt un élan du cœur » de ses administrés. « Notre-Dame va les réveiller ! », veut-il croire. Alors que la cathédrale de Paris a déjà recueilli plus d'un milliard d'euros pour sa restauration, les curés, les maires et les paroissiens ne savent plus à quel saint se vouer pour sauver leurs églises.

Infiltrations d'eau, risques de court-circuit, invasion de mэрule, chutes de pierres... L'Observatoire du patrimoine religieux (OPR) re-

L'église de Jussy-le-Chaudrier, dans le Cher et son chœur du XIII^e siècle, dont la démolition avait été votée en 2016, pourraient être sauvés.

PHOTO: PQR/BERRY
REPUBLICAIN/MAXPPP

cense 500 édifices religieux en péril - dont 14 à Paris - et plus de 5000 sites délabrés. Même les cathédrales sont parfois mal en point. Entre les piliers du transept de la cathédrale de Beauvais, des étais sont en place depuis près de trente ans. Éventrée par la tempête en janvier 2017, la rosace de la cathédrale de Soissons n'est toujours pas restaurée. Si l'État est propriétaire des 87 cathédrales, ce sont les communes qui sont chargées d'entretenir toutes les églises construites avant 1905 (la quasi-totalité des 42258 églises et chapelles paroissiales dénombrées par la Conférence des évêques de France). Si ces édifices sont classés, le département, la région ou l'État peuvent verser une subvention. « La charge financière que cette responsabilité fait peser sur les communes paraît bien lourde, souligne Édouard de Lamaze, président de l'OPR. Elles doivent trop souvent faire face à des travaux urgents car longtemps négligés, qui dépassent le million d'euros. Faute de pouvoir les entretenir correctement, maires et diocèses n'hésitent plus à vendre : 5% à 10% du patrimoine religieux pourrait être vendu, détruit ou abandonné d'ici à 2030. »

Le patrimoine religieux consti-

tue plus des deux tiers des interventions de la Fondation du patrimoine. Sur les 3000 collectes en cours, un peu plus de 2000 concernent des édifices religieux, dont 80% dans des communes de moins de 2000 habitants. « Il y a partout en France des petites Notre-Dame !, clame Célia Vérot, directrice générale de la fondation. On a l'impression que le message de Notre-Dame, c'est de souligner l'urgence pour les autres bâtiments. Dans un contexte de recul de la pratique religieuse, les maires doivent faire des choix pour leurs investissements, d'autant plus difficiles avec les regroupements de communes qui leur donnent parfois la charge de plusieurs églises. Or, dans notre fondation, nous savons combien l'état de dégradation des bâtiments religieux peut produire d'effets négatifs sur l'attractivité de la commune et l'état d'esprit de la population. C'est pour cela que nous lancerons bientôt une campagne sur le patrimoine religieux. »

Quand il a appris l'incendie de Notre-Dame, le père Geoffroy de la Tousse s'est précipité dans son église Saint-Jacques de Dieppe, contemporaine de la cathédrale. « On a un système électrique vétuste, pas d'extincteur dans le triforium,

des filets de protection au plafond depuis des années, déplore-t-il. Alors, avec le comité de sauvegarde, on monte des actions, des concerts, des partenariats avec les métiers d'art, mais quand les gens voient que Notre-Dame récolte un milliard tandis qu'eux ont du mal à récolter 100 balles, ils sont un peu cassés dans leur élan... »

Même amertume à Retournac (2900 habitants), en Haute-Loire, où Pierre Astor, le maire attend depuis longtemps un « coup de pouce » pour sa collégiale romane : « L'incendie de la "forêt" de Notre-Dame (sa charpente, NDLR) ne doit pas cacher chacun des petits arbres que nous sommes dans nos villes et villages, avec ce patrimoine de proximité qui est lui aussi l'âme de la France », plaide-t-il. À Grenoble, le père Mariusz Sliwa, qui a vu son église Saint-Jacques, en bois, entièrement détruite dans un incendie en janvier, se contenterait de « 1% des dons de Notre-Dame »...

Monuments « emblématiques »

En raison du coût élevé de sa restauration (plus d'un million d'euros), la démolition de l'église de Jussy-le-Chaudrier et de son chœur du XIII^e siècle avait été votée en 2016 par le conseil municipal de ce village de 630 habitants, dans le Cher. Mais la ténacité des paroissiens pourrait la sauver : « À force de concerts et de dîners dansants, on a déjà récolté 7000 euros, se réjouit Anne-Marie Gogué, présidente de l'association de sauvegarde. La Fondation du patrimoine pourrait apporter une aide, à condition qu'on arrive à 10000 euros... On n'a pas été sélectionnés par la mission Stéphane Bern, mais on réessayera l'an prochain ! »

Fondée au XII^e siècle, « témoignage exceptionnel de la vie religieuse normande au Moyen Âge », selon la Fondation du patrimoine, l'abbaye de Longues-sur-Mer, elle, a eu la chance d'être retenue : c'est l'un des quatre édifices religieux des 18 monuments dits « emblématiques », prioritaires de la seconde édition du loti du patrimoine. Grâce à cette opportunité, Isabelle et Jérôme d'Anglejan, les propriétaires, qui ont déjà consolidé les murs des autres bâtiments, espèrent pouvoir restaurer le chœur de l'église, qui menace de s'effondrer. Une démarche autant patrimoniale que spirituelle. « L'idée n'est pas de se limiter à remettre un toit sur le chœur pour faire venir des touristes, souligne le couple. C'est de redonner une âme à cette église et, à terme, sa vocation spirituelle. » ■



Dispute autour de la cathédrale de Rodez

LAURENT MARCAILLOU

LE SANG du maire de Rodez (Aveyron) n'a fait qu'un tour quand il a appris que la région Occitanie attribuait une aide de 1,5 million d'euros pour la cathédrale Notre-Dame de Paris. Christian Teyssède (LREM) a dénoncé vendredi dans une lettre ouverte cinglante le fait que le conseil régional n'a pas voulu financer la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Rodez, alors que « des pierres du clocher sont tombées sur une voiture en stationnement le lendemain de l'incendie de Notre-Dame de Paris ».

Après une étude de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac), l'édile avait demandé en 2017 le soutien de la région sur un programme de rénovation intérieure de la cathédrale que la ville et la communauté d'agglomération voulaient engager pour 10 millions d'euros. Mais le conseil régional lui a répondu en août 2018 qu'il n'in-

tervenait pas lorsque l'État est au principe général s'applique pour ne pas financer la rénovation de la cathédrale Notre-Dame de Rodez mais (...) ne s'applique pas pour financer Notre-Dame de Paris hors du territoire régional », s'est offusqué Christian Teyssède dans sa lettre ouverte. « Je ne demande rien de plus que ce que les autres ont, dit-il. La cathédrale de Rodez est belle et mérite d'être rénovée. Il faudra investir près de 30 millions d'euros pour restaurer l'intérieur et le rendre plus lumineux en enlevant les salissures. »

En grès rose

Pour le moment, seul l'État finance la rénovation de l'imposante cathédrale gothique en grès rose construite entre le XIII^e et le XVI^e siècle et classée monument historique en 1862, qui trône à 300 mètres du Musée Soulages. Après avoir injecté 15 millions d'euros depuis 1985 pour restaurer le clos et le couvert, la Drac a entrepris en mars d'importants travaux de renforcement des fondations de

la cathédrale est dans un « état sanitaire correct mais l'intérieur, sombre, n'a pas été restauré depuis le XIX^e siècle ». La ville et la communauté d'agglomération n'ont pas encore signé avec l'État la convention des travaux de rénovation intérieure de 8,6 millions d'euros présentée en avril 2018. « C'est l'État qui nous a demandé de retarder la convention tant que les travaux extérieurs ne sont pas faits », affirme Christian Teyssède.

Accusée par le maire de rechercher « l'exposition médiatique », la présidente de la région, Carole Delga (PS), n'a pas répondu à la polémique. Son service de presse fait valoir que l'aide à Notre-Dame de Paris était dictée « par des circonstances exceptionnelles. Nous avons bien reçu un soutien national pour les inondations dans l'Aude. »

Des élus aveyronnais de la majorité régionale ont rétorqué dans un communiqué que « la région a apporté son soutien exceptionnel à des projets structurants » de Rodez comme le futur parc des exposi-



Des pierres du clocher de la cathédrale sont tombées sur une voiture en stationnement le lendemain de l'incendie de Notre-Dame de Paris

CHRISTIAN TEYSSÈDE,
MAIRE DE RODEZ

En Allemagne, un impôt e-

VIOLETTE BONNEBAS
@VioBonnebas
BERLIN

À LÖHME, petit village du Brandebourg, les protestants sont contraints de célébrer le culte dans la caserne des pompiers. Mais c'est pour la bonne cause : leur église est en travaux jusqu'à la fin de l'année. Toit, charpente, tour, façades, tout ou presque est à refaire dans ce bâtiment classé du XV^e siècle, typique de cette région d'ex-Allemagne de l'Est. « Ces travaux coûtent près de 300 000 euros, raconte la pasteur Elke Unterdörfel. C'est un très gros budget pour notre petite communauté de 28 fidèles. »

Contrairement à la France, les 45000 églises catholiques et protestantes d'Allemagne ne sont pas la propriété des communes mais des paroisses. Les autorités religieuses dépensent chaque année 1,5 milliard d'euros pour l'entretien du patrimoine sacré, grâce à l'impôt sur le culte obligatoire pour

novée qu'un édifice plus important. On ne fait pas de distinction aussi forte qu'en France entre les bâtiments classés monuments nationaux et les autres », explique l'historien de l'art Christian Freigang.

Les effets de la Réunification

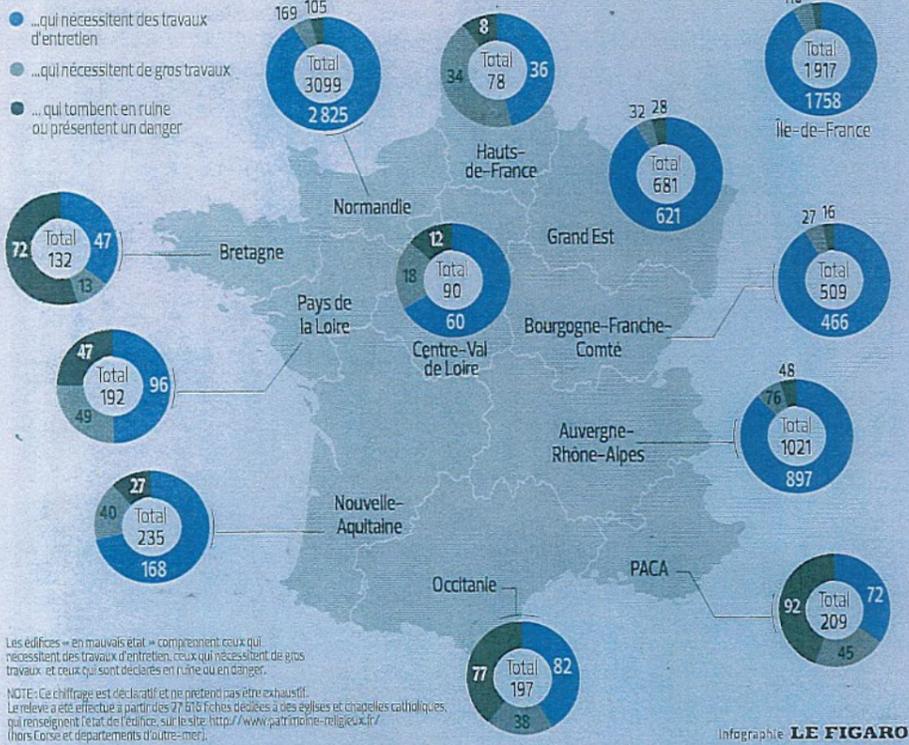
En pratique, les institutions chrétiennes sont rarement les seuls financeurs. À Löhme, la paroisse fait également appel au public mais surtout à des fondations privées, qui tirent leurs revenus de dons et de la loterie. Des organisations particulièrement actives dans l'est de l'Allemagne. « Les dons ont explosé à la chute du Mur, car les gens de l'Ouest étaient horrifiés de l'état catastrophique dans lequel se trouvaient les églises de l'Est, explique Ursula Schirmer, porte-parole de la Fondation allemande pour la protection des monuments. Encore aujourd'hui, il est bien plus facile de mobiliser pour des églises rurales d'ex-RDA que pour des édifices situés en Bavière

restauration

et des milliers d'autres sont vétustes.

Plusieurs milliers d'édifices religieux déclarés en mauvais état

Répartition des églises et chapelles déclarées sur le site de l'Observatoire du Patrimoine religieux...



L'argent des pierres est-il l'argent des pauvres ?



DÉCRYPTAGE
Jean-Marie Guénois
jmguenois@lefigaro.fr

« LE MILLIARD de Notre-Dame », le « milliard des curés »... Ainsi présenté, il y aurait effectivement quelque chose de choquant au pays rassurant de la générosité. À la suite de l'incendie dramatique de Notre-Dame de Paris, l'Église catholique bénéficierait d'une aubaine inouïe et paradoxalement insupportable dans le contexte social actuel. L'argent des pierres serait l'argent des pauvres... Les braises fumaient encore la semaine dernière que ce débat brûlant monta en flèche. Il hésitait entre une franche admiration face à l'élan reconstruc-teur et... une sourde indignation face aux courbes de dons qui montaient au ciel, presque insolentes. La morsure rouge du feu et la cendre noire se muèrent en pluie d'étoiles consolatrices tombant mystérieusement sur les voûtes gothiques déchiquetées. Une manne au désert...

Le premier à tirer la sonnette d'alarme pour déminer l'incendie éthique qui couvait fut le vicaire général du diocèse de Paris. Boxeur à ses heures, M^{gr} Benoist de Sinety lançait un uppercut dans *La Vie*: « Le milliard ne va pas dans la poche des curés ! Mais il ne faut pas nier le malaise devant tout cet argent. Je crois que la générosité déployée pour la reconstruction de la cathédrale est une épreuve supérieure à son incendie. Peut-on rebâtir Notre-Dame sans penser aux pauvres ? Nous ne pouvons pas reconstruire un édifice à la gloire de Dieu en ignorant la misère des pauvres ! Ceux qui donnent pour reconstruire une église doivent aussi donner pour ceux qui n'ont rien. »

Œuvres sociales

Il ajoutait trois notes importantes: d'abord « une œuvre hospitalière dite "hôtel-Dieu" était toujours construite à côté de la cathédrale. Il faut établir d'autres hôtels-Dieu d'un type nouveau pour soulager les misères de notre temps. » Ensuite, le souci des « innombrables petites églises en France qui dépérissent faute de moyens ». Enfin le remerciement aux donateurs: « Quand on est doté d'une telle puissance financière, on a un devoir proportionnel à faire le bien. Aujourd'hui, plus personne ne parle à ceux qui possèdent les richesses, sinon en les insultant ou en les louant. Accueillons donc leur générosité. »

Interrogé en direct, dimanche de Pâques, sur le même thème par « Le Jour du Seigneur » sur France 2, l'archevêque de Paris, M^{gr} Michel Aupetit, a eu du mal à contenir une sainte colère. Dans la ligne de son collaborateur, il a décoché: « Je trouve dramatique que l'on ne pense aux pauvres que dans les moments d'émotions ! Vous savez, les pauvres, on s'en occupe toute l'année ! » Et de décliner les œuvres sociales financées par la Fondation Notre-Dame, des logements et un accueil hivernal pour les SDF notamment. Ponctuant: « Il n'y a pas d'opposition. D'autant que les pauvres savent qu'ils sont chez eux, dans les églises, ils les aiment ! Il y a peu d'endroits où ils peuvent entrer, ils ne vont pas ailleurs. Ils ne vont pas dans les studios de télévision ! Ils savent qu'ils peuvent entrer dans les églises, s'y chauffer, y être accueillis et pas mis dehors. L'Église, c'est la maison des pauvres. »

L'argent des pierres n'est pas donc l'argent des pauvres. Les deux vont de pair. Sans oublier ce paradoxe: l'histoire des sociétés huma-

À Paris, un manque de moyens pour l'entretien des édifices religieux

BÉNÉDICTE LUTAUD
blutaud@lefigaro.fr

AU LENDEMAIN de l'incendie de Notre-Dame de Paris, le 16 avril, le père Vivarès, curé de la paroisse Saint-Paul Saint-Louis (IV^e) fustigeait le manque de moyens financiers alloués par la Ville à ses églises historiques. Une critique appuyée par de nombreux experts du patrimoine. Selon la loi de 1905, la Ville de Paris, propriétaire de 85 églises catholiques, est en effet tenue d'en assurer l'entretien.

En 2014, la nouvelle édile Anne Hidalgo (PS) avait voté un plan de rénovation des édifices culturels sur six ans (2015-2020) doté de 80 millions de fonds publics. À ce budget « en hausse » par rapport à « ceux alloués sous les précédentes mandatures », s'est-elle défendue dans un communiqué, s'ajoutent les financements de l'État à hauteur de 11 millions d'euros mais aussi ceux des mécènes. Paris mène actuellement 23 restaurations d'envergure, dont le chantier colossal du massif d'entrée de la Trinité (IX^e), qui doit s'achever en 2024 pour un coût de 26 millions. La Ville, contactée par *Le Figaro*, cite aussi les restaurations du massif d'entrée de Saint-Joseph-des-Nations (XI^e) et des toitures de Saint-Philippe-du-Roule (VIII^e).

Ce budget est complété par les donations privées mobilisées par la Fondation Avenir du patrimoine à Paris. Créée à l'initiative du diocèse en 2014 pour accélérer les restaurations des églises historiques, la fondation a déjà récolté 11 millions d'euros, dont 3 millions actuellement engagés sur 15 chantiers, assure Gabrielle de la Boulaye, responsable du mécénat.

« Des échafaudages restent en attente comme à Saint-Pierre de Montrouge ou à la Trinité, qui a attendu au moins cinq ans avant d'être bâchée »

CLAIRE DANIELI, RESPONSABLE DES INVENTAIRES À L'OPR

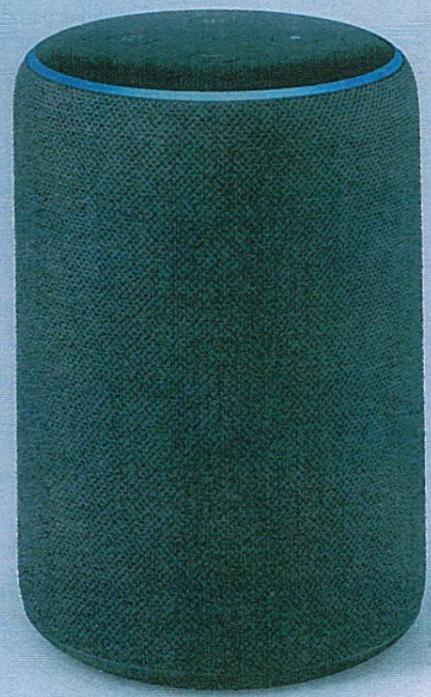
Certains font encore l'objet de campagnes de financement comme le pronao de la Madeleine ou le transept sud de Saint-Eustache (I^{er}). « Selon l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR), nous aurions besoin d'un demi-milliard d'euros. On est loin du compte », admet Gabrielle de la Boulaye. Claire Danielli, responsable des inventaires à l'OPR, déplore que les travaux se limitent souvent à l'extérieur des édifices... sans compter

les retards: « Des échafaudages restent en attente, comme à Saint-Pierre de Montrouge (XIV^e) ou à la Trinité, qui a attendu au moins cinq ans avant d'être bâchée. » Gabrielle de la Boulaye pointe aussi le manque de moyens humains: « À la sous-direction du patrimoine et de l'histoire de la Ville, les experts font du très bon travail, mais ils ne sont pas assez nombreux pour suivre tous les dossiers. »

Ces dernières années, de nouvelles formes de financement privé ont vu le jour pour prêter main-forte aux chantiers restés en friche. En 2016, Saint-Augustin a ainsi été recouverte d'une bâche publicitaire rémunératrice. Bien-tôt, ce sera au tour de la Trinité. La Ville étudie aussi le système de financement participatif.

Les défenseurs des églises parisiennes espèrent que l'élan de générosité provoqué par l'incendie de Notre-Dame sera contagieux. À commencer par Saint-Sulpice. Alors que la deuxième plus grande église parisienne pourrait accueillir les offices qui ont d'ordinaire lieu à Notre-Dame, ses employés s'inquiètent déjà de la vétusté de ses installations électriques. D'autant que, ironie du sort et symptôme de ce patrimoine parisien en péril, l'église avait elle aussi été touchée par un incendie, le 17 mars. ■

« Alexa, éteins les lumières. »



Vous êtes déjà sous la couette et vous avez oublié d'éteindre les lumières. Détendez-vous et demandez simplement à Alexa de le faire pour vous. Vous pouvez maintenant contrôler votre maison connectée, écouter votre musique, recevoir les nouvelles, obtenir des informations et plus encore, par simple commande vocale.

amazon echo

des dons

religieux ont été négligés par le régime communiste. « Sous la RDA, notre paroisse avait dû se débrouiller seule pour entretenir l'église, sans argent, sans matériau adéquat, sans artisans qualifiés, déplore Elke Unterdörfel. Cela a causé des dommages au bâtiment. » Même son de cloche dans le Mecklembourg voisin: le pasteur Berthold Schirge gère dix-neuf églises, « toutes laissées en très mauvais état ». Sa paroisse en rénove désormais une par an. « Il y a tellement de demandes, on ne finance qu'un dossier sur deux », regrette Catharina Hasenclever, directrice adjointe de la fondation KiBa. La fréquentation des églises n'est pas un critère déterminant. Dans l'ancien territoire communiste, plus de la moitié de la population se déclare sans confession, contre seulement 10 % dans l'ouest du pays. « Nous sélectionnons les projets où l'église est vue comme un lieu de vie, où l'on organise des rassemblements, des concerts. » Une stratégie de sauve-